



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Stratégie de sortie du confinement

Question au Gouvernement n° 2887

Texte de la question

STRATÉGIE DE SORTIE DU CONFINEMENT

M. le président. La parole est à Mme Danièle Obono.

Mme Danièle Obono. L'annonce, par le président Macron, d'un début de déconfinement le 11 mai a été accueillie avec soulagement par beaucoup, tant le confinement est pesant et difficile à supporter, notamment pour les plus précaires. Elle a aussi suscité des questions, que le flou et la cacophonie des explications gouvernementales ont vite transformées en inquiétudes. Pourquoi le 11 mai ? Sur quels avis, sur quelles projections scientifiques se fonde cette date ? Vous avez avoué, monsieur le Premier ministre, ne pas en disposer ; la date a donc été décidée sans eux. Faut-il alors penser que c'est surtout la volonté de rester compétitifs, quoi qu'il en coûte, qui l'a déterminée ?

Les mêmes erreurs qui ont conduit à mal entrer en confinement semblent présider au choix de la date d'un déconfinement hasardeux. Vous prenez encore une fois les choses à l'envers : n'ayant pas anticipé l'arrivée du virus, vous avez confiné précipitamment ; n'ayant pas stocké suffisamment de masques pour tout le monde, vous avez dit qu'ils étaient inutiles. Le 11 mai devrait être le résultat d'un processus, d'une projection ; vous en faites le point de départ d'un rétrocalendrier.

Le déconfinement est nécessaire ; il doit aussi être méthodiquement planifié pour assurer la protection et la sécurité sanitaire de toute la population. Votre plan, sur lequel nous devons nous prononcer, doit être rigoureux et cohérent pour que nous puissions voter en toute connaissance de cause.

Comment allez-vous assurer la protection de l'ensemble de la population, alors que tous les personnels des secteurs essentiels ne sont même pas protégés ? Quels sont les résultats des enquêtes épidémiologiques urgentes sur la contagiosité des enfants ? Avez-vous évalué les besoins en tests – qui doivent être massifs –, en masques – qui doivent être gratuits pour tous les soignantes et soignants mais aussi pour le reste de la population –, en gels hydroalcooliques – qui devront être présents dans tous les lieux publics et les lieux de travail ? Comment allez-vous décupler les moyens pour satisfaire ces besoins : réquisitions, nationalisations ?

Nous attendons des réponses détaillées, avant le débat. De cela dépendront notre vote, la confiance de la population, mais aussi et surtout votre capacité à assurer la protection et la sécurité sanitaire du pays.

Nous souhaitons sincèrement, pour notre bien à tous et toutes, que cette fois, vous réussissiez ; dans tous les cas, nous avons et aurons des propositions à faire valoir.

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, *ministre des solidarités et de la santé*. Vous dites que nous n'avons pas su anticiper l'arrivée du virus. Mais le propre d'une épidémie, résultat d'un virus qui émerge au bout du monde, c'est qu'elle ne prévient pas ! Je sais que vous le savez. Aucun pays au monde n'a été capable d'anticiper ce qui s'est passé depuis maintenant plusieurs mois.

La France a tout de même mené une politique extrêmement interventionniste dès les premiers jours.

Dois-je vous rappeler ce qui s'est passé aux Contamines-Montjoie ? Nous sommes alors au début du mois de février : il n'y a pas d'épidémie en France, ni d'ailleurs en Italie et en Europe (*Exclamations sur les bancs du groupe FI*) ; on parle d'un virus émergent qui a fait des dégâts en Chine et a conduit ce pays à fermer une partie entière de son territoire. Aux Contamines-Montjoie, deux ou trois touristes anglais, malades, sont dépistés, parce que des médecins en ont eu l'idée – et il faut les en remercier. Ces médecins préviennent les autorités sanitaires ; l'agence régionale de santé a immédiatement délégué sur place une équipe de la réserve sanitaire. Celle-ci a réalisé 140 prélèvements, fermé les écoles et confiné une partie de la population, tout en proposant un accompagnement psychologique. Cinq patients ont reçu un diagnostic positif ; ils ont été hospitalisés dans trois centres hospitaliers universitaires de référence – CHU –, dans des unités dédiées, et l'épidémie s'est arrêtée là.

Dire que nous n'avons pas su anticiper, c'est donc un petit peu fort !

Mme Danièle Obono. Allez dire cela à Mme Buzyn !

M. Olivier Véran, *ministre*. En revanche, on peut dire que la force de cette vague épidémique, qui s'étend sur l'Europe et sur le monde, a pris la totalité des pays du monde au dépourvu : le propre d'un tel phénomène, c'est d'être inédit, et de nécessiter des moyens tout aussi inédits. Nous mettons, comme la plupart de nos voisins, tout en œuvre pour protéger nos concitoyens.

Mme Danièle Obono. Vous ne répondez pas à ma question !

M. Olivier Véran, *ministre*. C'est un objectif qui est partagé par tous.

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

M. Olivier Véran, *ministre*. J'entends que vous avez des propositions concrètes à faire ; je serai ravi de les étudier avec vous si vous le souhaitez.

Mme Danièle Obono. Vous ne m'avez pas répondu ! Cela inspire confiance !

Données clés

Auteur : [Mme Danièle Obono](#)

Circonscription : Paris (17^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2887

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 avril 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 avril 2020](#)